



33108



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE
E/CN.14/CAP.5/2
1er mai 1974
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des planificateurs africains
Cinquième session
Addis-Abéba, 19-28 juin 1974

ACTIVITES DE LA CEA DANS LE DOMAINE DE LA PLANIFICATION,
DES PROJECTIONS ET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUES
Novembre 1972 - mai 1974

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction - - - - -	1	1
Assistance aux pays et aux territoires - - -	2	1
Etudes - - - - -	3 - 10	1
Rassemblement et diffusion de renseignements (publications) - - - - -	11 - 15	3
Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts - - - - -	16 - 25	4

ACTIVITES DE LA CEA DANS LE DOMAINE DE LA PLANIFICATION,
DES PROJECTIONS ET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUES

Introduction

1. Le programme de travail de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est divisé en quatre grandes catégories : questions générales et techniques intéressant le développement; valorisation et utilisation des ressources humaines; mise en valeur et conservation des ressources physiques; services essentiels. La planification, les projections et la politique économiques relèvent de la première catégorie et englobent la recherche (macro et micro) économique, la planification et la programmation. Par ailleurs, les activités du secrétariat rentrant dans chacune de ces quatre catégories sont regroupées sous quatre rubriques : services consultatifs aux pays et aux territoires; études; rassemblement et diffusion de renseignements (publications); conférences, séminaires, stages de formation et groupes d'experts. Dans les sections qui suivent, le secrétariat rendra compte de l'exécution du programme de travail approuvé dans le domaine de la recherche et de la planification économiques au cours de la période allant de novembre 1972 à mai 1974.

Assistance aux pays et aux territoires

2. En principe, le secrétariat doit fournir des services consultatifs dans les domaines où les pays et territoires membres éprouvent des difficultés en matière de recherche et de planification économiques, mais uniquement à la demande du pays ou territoire intéressé. Au cours de la période considérée, aucune demande à cet effet n'a été présentée au secrétariat qui n'a donc pas fourni de services consultatifs.

Etudes

3. Le gros des ressources réservées à la recherche et à la planification économiques, y compris les crédits pour services de consultants, a été affecté à des études, au cours de la période considérée. Immédiatement après la quatrième session de la Conférence en 1972, le secrétariat a commencé d'établir le rapport relatif au premier examen bisannuel des progrès qui ont été faits dans la région dans le sens des buts et objectifs de la Stratégie internationale de développement et de la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70. L'ensemble des ressources, qui sont modestes, dont dispose le Groupe de recherches économiques a été consacré à l'accomplissement de cette tâche.

4. Cette activité impliquait le rassemblement et l'analyse des renseignements pertinents, puisque le secrétariat ne disposait pas des rapports de base sur lesquels devait être fondé le rapport régional : les rapports sur les opérations d'examen et d'évaluation établis par les Etats membres, ainsi que les rapports établis par les institutions spécialisées au sujet de problèmes relevant de leur compétence. Dans l'ensemble, les renseignements existants étaient insuffisants. La première opération bisannuelle d'examen et d'évaluation ne peut donc être considérée que comme une phase d'apprentissage ayant permis d'acquérir des expériences utiles.

5. En raison du temps limité dont on disposait pour établir le rapport, il n'a pas été possible de présenter le rapport complet à la réunion que la Conférence des ministres a tenue à Accra (Ghana) du 19 au 23 février 1973. Un résumé du rapport a donc été présenté à la Conférence des ministres qui l'a transmis ultérieurement, avec ses

observations, au Conseil économique et social. La Conférence est saisie du résumé du rapport tel qu'il a été par la suite mis à jour et présenté au Comité technique d'experts à sa réunion d'août/septembre 1973, ainsi que du rapport complet qui fait l'objet de l'Etude des conditions économiques en Afrique, 1972, partie première (E/CN.14/595).

6. Faute de statistiques et d'autres renseignements pertinents, il a été impossible de procéder à un examen et à une analyse approfondis et étendus des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des buts et objectifs de la Décennie. Mais il apparaît dans l'ensemble que les buts et objectifs généraux fixés pour les années 70 n'ont pas été atteints au cours des premières années de la Décennie, et il faudra donc redoubler d'efforts au cours de la partie restante de la Décennie.

7. Au cours de la période considérée, on a achevé une autre étude portant sur le problème du chômage en Afrique et sur la question des indicateurs appropriés du développement. Conçue au départ comme un examen de la nature actuelle du problème de chômage dans la région africaine, cette étude visait à formuler quelques conclusions sur la possibilité d'accroître le nombre d'emplois salariés d'ici à la fin du siècle, en recourant il est vrai, à des hypothèses très simplifiées. Au fur et à mesure que le travail avançait, il s'est toutefois avéré que le problème du chômage était en vérité le problème même du développement. Par conséquent, le champ de l'étude a été élargi de manière à englober non seulement les questions démographiques et les problèmes qui s'y rattachent, mais aussi une liste minimum des indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans le sens du développement. L'étude a donc duré deux années au total et ses résultats doivent être publiés dans l'Etude des conditions économiques en Afrique, 1971-1972, partie II.

8. A ce propos, il faut donner quelques précisions sur les deux parties de l'Etude des conditions économiques en Afrique. La partie première de cette étude constitue une publication annuelle faisant le point de la situation socio-économique de la région dans une optique générale. Agencée autour de certains sujets et de certains problèmes, l'Etude rend compte des résultats obtenus sur le plan sous-régional et au niveau national. Compte tenu des matières abordées dans l'Etude, il a été décidé d'en faire l'assise de la contribution que le secrétariat apporte à l'opération d'examen et d'évaluation. Les années où cet exercice a lieu, le champ de l'Etude est donc étendu de manière à embrasser les principales questions liées au développement, qui ne sont normalement pas abordées lors de l'examen annuel de la conjoncture socio-économique.

9. A la différence de la première partie de l'Etude, la deuxième partie porte sur des problèmes concrets du développement, qui sont étudiés à l'aide de cas d'espèce empruntés aux pays de la région. Cette publication est, elle aussi, annuelle.

10. Deux autres études ont été achevées au cours de la période considérée : une étude des facteurs qui présentent le plus grand intérêt pour les investisseurs dans l'examen des possibilités d'investissement et une étude des problèmes qu'implique la coordination des secteurs public et privé dans le processus de développement. Ces deux études, dont la Conférence est également saisie, mettent en évidence un autre aspect de l'activité du secrétariat dans le domaine de la recherche et de la planification économiques : les services à fournir pour les sessions de la Conférence des planificateurs africains. Le gros de ces services se rattache à l'établissement des documents destinés à cette conférence.

Rassemblement et diffusion de renseignements (publications)

11. Quatre publications destinées à un public plus large sont établies régulièrement par le Groupe de la recherche économique : L'Etude des conditions économiques en Afrique, partie première; l'Etude des conditions économiques en Afrique, partie II; le Bulletin économique pour l'Afrique; les Informations sur la planification. Il a déjà été question ci-dessus des deux parties de l'Etude des conditions économiques en Afrique.

12. Le Bulletin économique pour l'Afrique constitue en réalité une publication commune de tous les services du secrétariat, la tâche principale du Groupe de la recherche économique consistant en sa mise au point rédactionnelle. Faute de personnel, la publication du Bulletin a été suspendue en 1970. Toutefois, au début de l'année en cours la publication du Bulletin a été reprise et le premier numéro de la série nouvelle vient de paraître.

13. C'est à sa première session que la Commission a demandé que le secrétariat publie un "Bulletin contenant une sélection de statistiques sur l'Afrique, ainsi que des articles ou des exposés traitant, par exemple, des questions suivantes :

a) Tendances actuelles de l'économie des pays et territoires d'Afrique, points saillants de l'évolution de la politique économique et sociale de l'Afrique, incidences sur l'économie des pays africains des décisions de principe prises par les gouvernements des principaux pays commerçants d'autres régions; le bulletin contiendrait notamment des analyses du marché des principaux produits de base exportés par l'Afrique, autant que possible, des prévisions sur l'offre et la demande;

b) Activités de la Commission et de son secrétariat, y compris les rapports sur les conférences, cycles d'études et groupes de travail qui n'auraient pas été publiés dans d'autres documents périodiques;

c) Certains problèmes étudiés par le secrétariat;

d) Aperçu des études consacrées aux problèmes africains dans d'autres publications."

14. La plupart des questions susmentionnées sont maintenant abordées dans d'autres publications périodiques, mais de par sa nature le Bulletin économique continue à offrir un moyen de choix pour faire connaître à un public plus large les résultats des recherches entreprises par le secrétariat. Le Secrétaire exécutif vient de décider que la portée du Bulletin serait élargie dès la parution du premier numéro de sa série nouvelle. A partir de maintenant, le Bulletin accueillera des articles rendant compte des résultats de recherches intéressant l'activité de la Commission, quelle qu'en soit l'origine : le secrétariat de la CEA, les consultants de la Commission et d'autres spécialistes des problèmes africains. Quand l'auteur de l'article est connu, son nom pourra être indiqué dans le Bulletin.

15. Les "Informations sur la planification" sont une publication périodique destinée à diffuser des renseignements sur les principales conclusions des conférences, séminaires, groupes de travail et autres réunions que le secrétariat consacre aux questions générales du développement socio-économique. Il y est aussi rendu compte des délibérations de réunions organisées par d'autres organismes et auxquelles la CEA

a participé. En outre, le Bulletin sert à annoncer les réunions que le Groupe de la recherche économique a entrepris d'organiser. Depuis la dernière session de la Conférence, trois numéros (10, 11 et 12) du Bulletin ont été publiés.

Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts

16. Dans ce domaine, les activités du Groupe de la recherche économique ont un objectif double : organisation de conférences et d'autres réunions, et participation des fonctionnaires du Groupe à des réunions organisées par d'autres organismes.

17. Au cours de la période considérée, le Groupe n'a organisé aucune réunion, mais il a participé à différentes réunions convoquées par d'autres organismes.

18. Un fonctionnaire du Groupe de la recherche économique a participé à une réunion d'étude sur la Comptabilité nationale et la planification du développement dans les pays à faible revenu qui, organisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est tenue à Paris du 13 au 17 novembre 1972. Un document intitulé "National Accounts and Development Planning in the Arab Republic of Egypt, with special reference to the private sector" (La comptabilité nationale et la planification du développement dans la République arabe d'Egypte, en ce qui concerne plus spécialement le secteur privé) a été établi pour cette réunion.

19. De même, en janvier 1973, un fonctionnaire du Groupe a participé à une réunion organisée par l'Institut africain de développement économique et de planification et par le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODERESA), auquel la CEA est membre. Cette réunion avait pour thème général "Les conséquences de l'élargissement de la Communauté économique européenne pour le développement de l'Afrique."

20. En avril 1973, un fonctionnaire du Groupe a assisté à New York à la neuvième session du Comité de la planification du développement. Cette session était consacrée à la première opération bisannuelle d'examen et d'évaluation. La Conférence est saisie à sa présente session du rapport sur cette réunion. De même, le Groupe a participé à la dixième session du Comité qui s'est tenue à Vienne (Autriche). Le rapport sur la réunion, qui était consacrée aux questions de l'industrialisation et de développement, est lui aussi présenté à la Conférence.

21. Depuis toujours, il existe une collaboration intense entre la CEA et les autres organismes des Nations Unies. Dans le cadre de cette collaboration des séminaires sur l'opération nationale d'examen et d'évaluation des progrès réalisés en matière de développement ont été organisés avec le concours du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Siège de l'ONU (New York), en octobre et novembre 1973, pour les pays africains d'expression anglaise et d'expression française. Le séminaire pour les anglophones d'Afrique s'est tenu à Addis-Abéba du 15 octobre au 2 novembre 1973; celui destiné aux pays de langue française, a eu lieu à Dakar du 12 au 23 novembre 1973. L'expérience acquise à Addis-Abéba a permis d'abréger le séminaire de Dakar.

22. Neuf sujets ont été abordés dans le cadre de ces séminaires : portée, contenu et utilisation de l'exercice d'évaluation; améliorations à apporter à la formulation des plans pour examiner et évaluer de façon efficace les progrès accomplis; rapports sur l'état d'avancement des programmes et projets; application des techniques modifiées d'évaluation et d'examen des projets et leur utilité pour l'opération d'examen

et d'évaluation; évaluation approfondie des projets et programmes; indicateurs globaux; certains problèmes relatifs à l'examen et à l'évaluation; les mécanismes, les renseignements et le personnel administratifs et expériences acquises dans les différents pays. Au Séminaire d'Addis-Abéba, les fonctionnaires du secrétariat, outre qu'ils ont participé à la discussion générale, ont établi des notes et fait des exposés portant sur : i) les rapports sur l'état d'avancement des programmes et des projets; ii) les indicateurs d'ensemble et iii) certains problèmes relatifs à l'examen et à l'évaluation. Au titre de sa participation au Séminaire de Dakar, le secrétariat a établi un document sur les rapports sur l'état d'avancement des programmes et projets.

23. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont participé au Séminaire d'Addis-Abéba, de même que le professeur H.M.A. Onitiri, Directeur de l'Institut nigérian de recherches sociales et économiques, qui est également membre du Comité de la planification du développement de l'ONU. Bien qu'une vingtaine d'Etats membres aient été invités à chacun de ces séminaires, neuf seulement ont participé au Séminaire d'Addis-Abéba et quatre à celui de Dakar.

24. Une autre réunion organisée par une institution des Nations Unies, à laquelle le Groupe a participé, le Colloque de l'OIT sur les rapports entre la sécurité sociale, la planification sociale et le développement économique, s'est tenue à Dar es-Salaam du 1er au 19 octobre 1973. Un document intitulé "Review of Experience in Development Planning in East Africa - Social Policy, Planning Machinery and Problems of Implementation" (Examen des résultats obtenus en matière de planification du développement en Afrique de l'Est - politique sociale, mécanismes de planification et problèmes d'exécution) a été établi pour ce Colloque.

25. Le Groupe a aussi participé à deux autres réunions qui n'ont pas été organisées par des organismes internationaux : Conférence Rehovot sur la croissance économique dans les pays en voie de développement - Ressources matérielles et humaines, Jérusalem (Israël), 5-11 septembre 1973; Conférence internationale sur la stratégie du développement : Structure socio-économique et répartition du revenu, Vienne (Autriche), 24-28 octobre 1973. Un document, consacré à la "Stratégie du développement et aux résultats obtenus en Afrique en 1971 et 1972", a été établi pour la Conférence de Vienne.

- - - - -